

Le Mouton NOIR

(Mauvaise) HUMEUR

ALERTE ROUGE : PENURIE DE PARQUET CHEZ LES CADRES !

La Direction des Affaires Juridiques (DAJ) située à Satié Bobigny a fait une bonne affaire : auparavant dirigée par M. De Joannis Gérard, Administrateur des Finances Publiques Adjoint (AFIPA) de son état, elle se retrouve pour l'instant avec non pas un, non pas deux mais trois AFIPA à sa tête. Quand on parlait dans un précédent numéro de l'inflation de cadres supérieurs, on n'imaginait pas atteindre de tels sommets... La création de la Division Formation Professionnelle (sortie des Ressources Humaines) pour permettre à un AFIPA de s'installer nous avait déjà surpris à l'époque ; visiblement, nous ne sommes pas au bout de la rigolade...

Première bonne blague : la direction a donné à un AFIPA un petit cadeau pour faire passer la pilule d'une affectation aux allures de punition : les fleurs étant passé de mode, c'est un parquet entièrement neuf qui a été installé dans son bureau par les services techniques de la DDFIP 93 avant son arrivée ! Effectivement, c'était une nécessité vitale d'installer du parquet dans un immeuble que nous sommes censés quitter dans 3 ans...

Les collègues à qui on refuse quotidiennement des travaux dans les postes ou des fournitures apprécieront...

MAGOUILLES EN CAP LOCALE DE MUTATION DES B ?

Lors de l'élaboration du mouvement local des contrôleurs dans le département au début du mois de juillet, la CGT Finances Publiques 93 a défendu les dossiers qui lui avaient été confiés par les jeunes contrôleurs arrivant sur le département ainsi que les mutations locales des contrôleurs du département.

Malgré plusieurs mouvements réussis conformément aux vœux des agents, nous en sommes ressortis avec une certaine amertume : la CGT est intervenue sur la question du PCE de Villepinte, où elle a découvert que la direction a mis en place d'elle-même un sureffectif sur le service ; en effet, malgré l'absence de postes disponibles, elle a accepté la mutation d'un contrôleur.

Problème n°1 : plus d'une moitié des contrôleurs dans le cadre de ce mouvement de mutation demandaient un service où il n'y avait pas de place et cela leur a été refusé. Où est l'équité ?

Problème n°2 : Sur Villepinte, plusieurs contrôleurs souhaitaient rejoindre le PCE et n'ont pas osé le demander parce qu'ils savaient qu'il n'y avait pas de place.

Lorsque nous avons interpellé M. Brun, président de la CAP Locale et chef du Pôle Transverse, il est parti dans une explication « semouleuse » et incompréhensible, tandis que l'ensemble des chefs présents autour de lui nous faisait des clins d'œil et des sourires, comme si on partageait une bonne blague. Ce que nous avons particulièrement apprécié, c'est quand aucun des autres syndicats présents dans la pièce n'est intervenu pour défendre le droit à l'égalité de traitement des agents ou demander pourquoi spécifiquement on créait un droit local sur le PCE Villepinte... Avant qu'un des responsables présents à la réunion nous sorte plus tard en off que «Tous les syndicats n'avaient qu'à s'entendre avant» et «Vous savez ce que c'est, on donne un peu aux un, on donne un peu aux autres».

Un plaisir.

Nom : _____ Prénom : _____
Date de naissance : _____ Numéro DGFIP : _____
Grade : _____ Échelon : _____ Temps Partiel : _____

Adresse personnelle

@ _____



Adresse professionnelle

@ _____



Signature

Date : _____

À renvoyer : Local syndical CGT, Centre des Finances Publiques
29 rue Parmentier 93100 Montreuil - Tél : 01 49 88 59 04

LA CGT
SA FORCE C'EST

VOUS



Section de la Seine-Saint-Denis

Je souhaite recevoir la presse syndicale :

- à mon adresse administrative
 à mon adresse personnelle